

Arrêté municipal autorisant l'installation d'un échafaudage

Réfection toiture – 40 Grand Rue Jean Moulin

Le Maire de la Commune de MONTAGNAC,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2 ;

Vu le Code de la voirie routière, notamment ses articles L.113-2, L.141-2, R.1169-2 et R.141-14 ;

Vu le nouveau Code pénal, notamment ses articles 131-13 et R. 610-5 ;

Vu la pétition en date du 18/07/2018 par laquelle la SARL LAMBERT Jérôme domiciliée 3 Impasse des Cévennes - 34530 MONTAGNAC, demande l'autorisation d'installer un échafaudage, du 23/07/2018 au 27/07/2018 inclus, afin d'effectuer des travaux de réfection de toiture, pour le compte de M. FARGES au n°40 Grand Rue Jean Moulin,

Considérant l'objet de la demande,

Arrête :

ARTICLE 1^{er}

Le pétitionnaire est autorisé à échafauder, comme indiqué dans sa demande, à charge par lui de se conformer aux dispositions et aux conditions spéciales suivantes : la libre circulation des piétons en sécurité sur le trottoir sera impérativement maintenue ou à défaut devra être aménagée à la charge du pétitionnaire ou de son entrepreneur, un cheminement de remplacement sécurisé.

Toutes précautions seront prises pour éviter les accidents ;

L'autorisation accordée sera révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées ;

Le pétitionnaire restera responsable de tous accidents pouvant résulter de l'exécution de son travail ;

Le pétitionnaire devra aviser la Police Municipale, au moins 48 heures avant le commencement des travaux ;

La durée des travaux ne pourra excéder 5 jours consécutifs et, à l'expiration de ce délai, la voie publique devra entièrement être débarrassée de tout dépôt.

ARTICLE 2 La SARL LAMBERT Jérôme installera des panneaux de signalisation pour permettre l'application et le respect de cet arrêté.

ARTICLE 3 L'autorisation d'occupation du domaine public accordée par la présente ne doit pas être à l'origine d'une quelconque détérioration de la voie publique et de ses annexes.
En cas de dégradation, si dans un délai de 5 jours après la fin des travaux par le pétitionnaire ou son entrepreneur, la réfection totale de la chaussée et du trottoir n'est pas faite ou non terminée, il sera procédé, après une mise en demeure, aux réfections nécessaires, par les Services Techniques de la ville, aux frais du pétitionnaire et suivant les tarifs en vigueur.

ARTICLE 4 La présente autorisation n'est valable que pour la durée indiquée Article 1 et sera périmée de plein droit si le bénéficiaire n'en a pas usé avant l'expiration du délai.

Fait à Montagnac
Le 19/07/2018

Le Maire

